

<p>PROCES VERBAL</p> <p>CONSEIL MUNICIPAL DU 31 MAI 2018</p>
--

Le jeudi 31 mai à 17 heures, sur convocation de Monsieur le Maire, les membres du Conseil municipal se sont réunis dans la salle des délibérations.

Tavana invite Monsieur Paul PERE à offrir la prière d'ouverture et de fermeture. Il le remercie pour cette bénédiction.

Tavana souhaite féliciter les élus du conseil municipal, tels que Madame Dylma ARO, Madame Monette HARUA et lui-même qui ont été choisis pour être à l'assemblée, suite aux élections territoriales.

Il informe que Madame Tania MANEA-LYAU sera la secrétaire de séance.

A la demande de Monsieur le Maire, Madame Rosita HOFFMANN procède à l'appel.

Sont présents :

- Ronald TUMAHAI, Maire
- Simplicio LISSANT, 1^{er} adjoint au Maire
- Aitu POMMIER, 2^{ème} adjoint au Maire
- Tatiana DUBOIS, 3^{ème} adjointe au Maire
- Tania MANEA-LYAU, 5^{ème} adjoint au Maire
- Cathy PUCHON, 7^{ème} adjoint au Maire
- Ismaël HAPAITAHAA, 8^{ème} adjoint au Maire
- Hinano TEISSIER, 9^{ème} adjointe au Maire
- Marie-Rose TEURU, 10^{ème} adjointe au Maire
- Margueritte JURD, Conseillère
- Imelda TEATIU, Conseillère
- Gustave VAN BASTOLAER, Conseiller
- Mareta MAITI, Conseillère
- Andre TEAHU, Conseiller
- Astride MARA, Conseillère
- Antoine RUA, Conseiller
- Edmée TAHUTINI, Conseillère
- Paul PERE, Conseiller
- Layana ATAE, Conseillère
- Bellinda BAMBRIDGE, Conseillère

- Georges DOOM, Conseiller
- Irwin FAATAU, Conseiller
- Juliana SANQUER, Conseillère
- Jean-Pierre CHING, Conseiller
- Terava PATII, Conseillère
- Dylma ARO, Conseillère
- Michel LEBOUCHER, Conseiller
- Monette HARUA, Conseillère
- Patrick HOWELL, Conseiller
- Patricia TERIITERAAHAUMEA, Conseillère

Sont absents :

- Marc TATARATA, 4^{ème} adjoint au Maire donne procuration à Simplicio LISSANT
- Yves CHING, 6^{ème} adjoint au Maire donne procuration à Aitu POMARE POMMIER
- Christian VERNAUDON, Conseiller donne procuration à Ismaël HAPAITAHAA
- Willy TETUANUI, Conseiller
- Aimata HOPU, Conseillère

A l'issue de l'appel, Madame Rosita HOFFMANN indique que 30 membres du Conseil municipal sont présents et que le quorum est atteint. Ainsi, la séance du Conseil peut se tenir de manière régulière.

La secrétaire de séance souhaite un joyeux anniversaire à Madame Cathy PUCHON et passe à l'ordre du jour.

I. PROCES-VERBAL DES CONSEILS MUNICIPAUX DU 23 MARS ET 27 AVRIL 2018

Madame Tania MANEA-LYAU met le PV du 23 mars et du 24 avril 2018 au vote.

VOTE

POUR	33
CONTRE	0
ABSTENTION	0

Le procès-verbal du 23 mars 2018 a été adopté à l'unanimité.

La secrétaire de séance informe le conseil municipal que deux projets de délibérations ont été rajoutés à l'ordre du jour.

Madame Rosita HOFFMANN, indique que les deux projets de délibérations doivent faire l'objet d'une validation par les membres du conseil municipal par

le biais d'un vote pour les rajouter à l'ordre du jour car le délai règlementaire des cinq jours francs n'a pas été respecté.

Elle explique qu'il a été décidé de présenter ces deux projets de délibérations au conseil municipal afin de pouvoir profiter de l'opportunité d'obtenir un financement du centre national pour le développement du sport dans le cadre de l'aménagement d'un plateau sportif dans la servitude Fuller 3 sur Outumaoro. Les dossiers devant être déposés avant le 15 juin, ne pouvaient donc attendre le prochain conseil municipal prévu le 31 août prochain.

Elle indique également, que dans le cadre de la reconstruction future de l'école 2+2=4, un cofinancement de l'ADEME a été demandé dans le cadre d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) en Qualité Environnementale du Bâtiment (QEB). La subvention a été accordée sur le principe, mais sans délibération aucun arrêté de subvention ne sera validé. Elle remercie les membres du conseil municipal de bien vouloir excuser cet oubli des techniciens.

Madame Tania MANEA-LYAU demande aux membres du conseil municipal, s'ils valident la demande, de rajouter les deux projets de délibérations à l'ordre du jour.

Après validation du conseil municipal, elle décide de poursuivre en soumettant le procès-verbal du 27 avril 2018 au vote.

VOTE

POUR	33
CONTRE	0
ABSTENTION	0

Le procès-verbal du 27 avril 2018 a été adopté à l'unanimité.

II. ANIMATION ET VIE LOCALE

- ***Projet de délibération n° 106/2018 du 31 mai 2018 attribuant une nouvelle subvention à l'association sportive « TAMARII PUNARUU » pour l'année 2018***

Fondée en 1965, l'association sportive « TAMARII PUNARUU », présidée par Monsieur Ramon GATIEN, regroupe 14 sections sportives.

Forte de plus de 1 200 licenciés, c'est une des associations phares de la Commune investie dans le développement des activités sportives. C'est à ce titre que certaines sections de l'association portent régulièrement les couleurs de PUNAAUIA au plus haut niveau lors des compétitions fédérales organisées en Polynésie française tout au long de l'année.

Lors du Conseil municipal du 27 avril dernier, une subvention de 14 000 000 F CFP a été attribuée à l'association pour permettre à l'ensemble de ses sections sportives et notamment celles nouvellement créées ou renouvelées telles que le *va'a*, la boxe et le *volleyball*.

L'association a déposé à nouveau une demande de subvention pour une participation financière communale au déplacement en métropole d'un équipage exclusivement féminin de la section de *va'a* engagée dans la compétition « VENDEE VA'A » qui s'est passée du 05 au 13 mai 2018. La nouvelle demande s'élève à 1 500 000 F CFP. L'équipe a remporté la première place de la compétition.

Les membres de la Commission Animation et vie locale réunis en date du 1^{er} juin 2018 ont émis un avis favorable à l'octroi d'une subvention à hauteur de 1 500 000 F CFP pour le projet cité précédemment.

Madame Tatiana DUBOIS procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU soumet le projet de délibération au débat.

INTERVENTION :

Madame Tatiana DUBOIS informe le conseil municipal que l'équipe de l'AS PUNARU'U a remporté la course de la Vendée Va'a.

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	33
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 106/2018 du 31 mai 2018 a été adoptée à l'unanimité.

▪ ***Projet de délibération n° 107/2018 du 31 mai 2018 attribuant une nouvelle subvention à l'association « TAAPUNA NEW TEAM » pour l'année 2018***

Lors de la Commission Animation et vie locale réunie en date du 11 avril 2018, l'association a présenté une demande de subvention pour un montant total de 4 426 437 F CFP permettant à l'association de mener plusieurs projets. En raison de questions restées sans réponse notamment sur le détail des postes budgétaires des projets portés par l'association, les membres de la commission ont préféré valider une seule action « ENJOY LIFE » pour un montant de 84 448

F CFP. Elle a souhaité reporté à la commission programmé au mois de mai pour examiner les autres projets de l'association.

A titre de rappel, cette association a été créée en octobre 2016 et est présidée par Madame Mahiata TAEA. Les objectifs de l'association sont de :

- Contribuer au développement associatif et au renforcement du « vivre ensemble » ;
- Sensibiliser l'ensemble de la population pour exercer leur citoyenneté de façon active et dynamique ;
- Participer et proposer des actions sociales, culturelles, éducatives et sportives pour favoriser la mixité sociale ;
- Proposer des actions de prévention et de sensibilisation pour lutter contre les fléaux présents dans les quartiers tels que l'alcool, la toxicomanie, la délinquance, l'échec scolaire ou autres ;
- Accompagner les habitants dans leurs démarches de projet ;
- Favoriser les échanges intergénérationnels.

Accompagnés par les cadres du service Jeunesse et vie locale, les membres de l'association ont modifié leur demande de subvention qui s'élève, à présent, à 3 267 034 F CFP pour le déploiement dans le quartier social de TAAPUNA des actions suivantes :

1. Activités d'animations intitulées « Évasion éco culturelle » ;
2. Activités périscolaires en faveur des enfants du quartier social de TAAPUNA ;
3. Activités culturelles intitulées « A HEIVA ANA'E ».

Pour compléter son budget, l'association a bénéficié d'une subvention du Syndicat Mixte en charge du Contrat de Ville de l'agglomération de la Ville de PAPEETE d'un montant de 2 411 283 F CFP.

Les membres de la Commission Animation et vie locale réunis en date du 16 mai 2018 ont émis un avis favorable à l'octroi d'une subvention à hauteur de 1 900 000 F CFP pour la réalisation des actions citées précédemment.

Madame Tatiana DUBOIS procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

INTERVENTION :

Madame Patricia TERIITERAAHAUMEA demande combien d'enfant du quartier de TAAPUNA ont été identifiés.

Madame Rosita HOFFMANN, indique que près d'une centaine d'enfants âgés de 3 à 16 ans font partie du programme.

Madame Tatiana DUBOIS précise que l'action se tiendra durant toute l'année 2018.

Monsieur Simplicio LISSANT, ajoute que le projet concerne tous les enfants du quartier de TAAPUNA et qu'il a fait l'objet d'une proposition au Syndicat mixte du contrat de ville. Il indique que le nombre d'enfants identifié est de 120 et qu'il est susceptible de fluctuer en fonction des journées de prise en charge.

Madame Rosita HOFFMANN précise que le programme était soutenu par la commune et par le PACS (Le Programme d'Animation Citoyenne et de Solidarité), qui maintenant est porté par l'Association « TAAPUNA NEW TEAM ». Il était porté auparavant par la commune et par l'association HAKA NUI qui a connu beaucoup de difficulté.

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	33
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 107/2018 du 31 mai 2018 a été adoptée à l'unanimité.

- ***Projet de délibération n° 108/2018 du 31 mai 2018 attribuant une subvention à l'association « TAATIRAA DJEUN'S NO OUTUMAORO » pour l'année 2018.***

Déclarée le 02 janvier 2016, l'association « TAATIRAA DJEUN'S NO OUTUMAORO », présidée par Madame Moeava O'CONNOR, a pour objet d'organiser, de représenter, de défendre les intérêts des jeunes et des locataires de l'association sur des thématiques sociales, économiques, culturelles, etc. Elle s'appuie aussi sur des activités culturelles, sportives, artistiques et musicales pour développer la cohésion et la mixité sociale au sein du quartier de OUTUMAORO.

En 2017, l'association a organisé plusieurs activités récréatives en faveur des habitants de OUTUMAORO comme une Zumba party, une sortie MOOREA, des journées récréatives, un Noël de quartier mais également une formation d'initiation à l'anglais en faveur de 8 enfants issus des quartiers de IREA TUNAITI, MAEVA BEACH et TEMATUA à OUTUMAORO.

Pour l'année 2018, l'association sollicite une subvention de 349 872 F CFP pour maintenir et développer ses activités en faveur des habitants des quartiers de OUTUMAORO à travers les projets suivants :

Déploiement de l'action « En route pour la couture » au sein des quartiers de OUTUMAORO ;

Acquisition de 4 machines à coudre ;

Organisation d'une sortie découverte à MOOREA ;

Organisation d'une sortie accrobranche à MOOREA.

Il faut rappeler que le Syndicat mixte en charge du Contrat de ville a octroyé à l'association une subvention d'un montant de 524 808 F CFP.

Pour mémoire, l'association a reçu une subvention de 269 650 F CFP en 2017.

Les membres de la Commission Animation et vie locale réunis en date du 16 mai 2018 ont émis un avis favorable à l'octroi d'une subvention à hauteur de 250 000 F CFP pour la réalisation des projets 1, 3 et 4.

Madame Tatiana DUBOIS procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	33
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 108/2018 du 31 mai 2018 a été adoptée à l'unanimité.

- **Projet de délibération n° 109/2018 du 31 mai 2018 attribuant une subvention à l'association sportive « COLLEGE DE PUNAAUIA » pour l'année 2018.**

Déclarée en octobre 1992, l'association sportive « Collège PUNAAUIA », présidée par Madame Valérie DUPRE-MICOULEAU, a pour objet d'organiser et de développer, en prolongement de l'éducation physique et sportive dispensée pendant les heures de scolarités, l'initiative, la pratique sportive et l'apprentissage de la vie associative pour les élèves qui y adhèrent.

L'association propose chaque année aux élèves du collège, des activités sportives hors temps scolaires telles que le basket, le volleyball, le tennis de table, la natation, la gymnastique ou autres afin de développer davantage leur condition physique et leurs prédispositions sportives.

Pour l'année 2018, l'association souhaite ouvrir à la prochaine de la rentrée d'août, une section de badminton pour former des futures élites dans cette

discipline sportive. Elle sollicite pour cela une subvention de 390 000 F CFP (soit 39% du budget total qui s'élève à 1 000 000 F CFP) qui correspond principalement au transport des jeunes aux compétitions et aux entraînements tout au long de l'année scolaire 2018-2019.

Pour mémoire, les subventions communales versées à l'association en 2016 et 2017 sont de 300 000 F CFP.

Les membres de la Commission Animation et vie locale réunis en date du 16 mai 2018 ont émis un avis favorable à l'octroi d'une subvention à hauteur de 390 000 F CFP pour la réalisation du projet cité précédemment.

Madame Tatiana DUBOIS procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	33
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 109/2018 du 31 mai 2018 a été adoptée à l'unanimité.

▪ ***Projet de délibération n° 110/2018 du 31 mai 2018 attribuant une subvention à l'association « NATIHAU » pour l'année 2018.***

Fondée le 07 janvier 2018, l'association « NATIHAU », présidée par Monsieur Pierrot FARAIRE, représente le groupe de jeunes qui a représenté la zone 4 au TAURUA NO PUNAAUIA 2017 arrivé premier au concours de chant traditionnel, deuxième au concours de danse traditionnelle et deuxième au classement général toutes catégories confondues.

Suite à l'engouement créé au sein des quartiers de la zone 4 qui s'étend du PK 11 au PK 14 sur la plaine (MANOTAHI – ATIUE – PUNAVAI PLAINE), les jeunes ont voulu continuer l'aventure en s'engageant pour le HEIVA I TAHITI 2018 en reprenant le thème qu'ils avaient présentés lors du TAURUA NO PUNAAUIA à savoir l'origine du nom de PUNAAUIA « TEIE PU-NA-AU-IA – CETTE CONQUE EST MIENNE ».

L'association propose de mettre à l'honneur la Commune ainsi que les jeunes des quartiers de PUNAAUIA lors du HEIVA I TAHITI 2018.

Pour mener à bien ce projet, l'association sollicite une subvention d'un montant de 995 500 F CFP pour un budget global de 1 301 833 F CFP soit un taux de participation de 76.5%. Cette subvention servira en grande partie à la confection et la fabrication des costumes de tous les artistes.

Les membres de la Commission Animation et vie locale réunis en date du 16 mai 2018 ont émis un avis favorable à l'octroi d'une subvention à hauteur de 600 000 F CFP pour la réalisation du projet cité précédemment.

Madame Tatiana DUBOIS procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	33
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 110/2018 du 31 mai 2018 a été adoptée à l'unanimité.

▪ ***Projet de délibération n° 111/2018 du 31 mai 2018 attribuant une subvention à l'association « LIGUE VIE ET SANTE » pour l'année 2018***

Déclarée en août 2017, l'association « LIGUE VIE ET SANTE », présidée par Monsieur William TOOFA, a pour but de promouvoir les principes de santé et d'aider les personnes à vaincre et prévenir les conduites addictives.

Particulièrement sensible aux méfaits du tabac sur la santé des polynésiens, l'association, qui compte une centaine de membres, intervient depuis plusieurs années sur le territoire pour aider les fumeurs à se libérer de leur addiction. Tout juste déclarée en association de loi 1901, elle souhaite créer un partenariat avec les services du Pays mais également les municipalités pour ce combat qui concerne l'ensemble de la population.

En 2018, l'association ambitionne de mettre en place des stages et des séminaires en faveur des personnes qui souhaitent lutter contre leur addiction au tabac. Pour cela, elle sollicite une subvention communale de 200 000 F CFP, soit une participation de 8.8% sur le budget total qui s'élève à 2 254 000 F CFP.

Les membres de la Commission Animation et vie locale réunis en date du 16 mai 2018 ont émis un avis favorable à l'octroi d'une subvention à hauteur de 200 000 F CFP pour la réalisation du projet cité précédemment.

Madame Tatiana DUBOIS procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	33
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 111/2018 du 31 mai 2018 a été adoptée à l'unanimité.

III. AFFAIRES ADMINISTRATIVES

A. ACTION PUBLIQUE LOCALE

- ***Projet de délibération n° 112/2018 du 31 mai 2018 approuvant le projet, le plan de cofinancement et autorisant le Maire à signer la convention de financement pour l'action « Pour un corps plus performant : Shape up »***

Suite à l'installation d'une salle de musculation au Centre sportif et d'animation (CSA) de VAIATA, en 2016, le projet « Pour un corps plus performant » a rencontré un succès sans précédent auprès des jeunes du quartier de TAAPUNA.

Reconduit en 2017 et ouvert à d'autres quartiers de la Commune, le manque de transport et d'horaires inadaptés ont eu raison de l'engouement de cette activité sportive. C'est dans ce contexte que l'activité de musculation a été remplacée par le *Cross Fit* dispensé au sein même des trois quartiers que sont PUNA NUI-ITI, OUTUMAORO et VAIOPU.

142 personnes ont participé à l'action. En moyenne, on dénombrait environ 40 participants par séance.

Les objectifs poursuivis de l'action pour 2018 sont de :

- Permettre aux participants de se construire des connaissances sur les contenus et les programmes d'entraînement, sur l'utilisation du matériel mis à leurs dispositions dans le but de les rendre autonomes par la suite,
- Former les référents d'associations pour encadrer ce type d'activité et plus généralement les activités aux « Métiers de la forme »,
- Favoriser la prise de conscience d'une bonne hygiène de vie pour une meilleure intégration sociale et économique.

Pour 2018, des quartiers supplémentaires seront intégrés au projet. Il s'agit de MANOTAHI, PUNAVAI et ATEHI. Les activités proposées sont les suivantes :

1. Des séances d'initiation et de consolidation à la pratique d'activités de mise en forme avec de la musculation en salle, du *work-out* et du cross-fit assurées par un éducateur diplômé d'Etat. Ces activités seront organisées au cœur même des quartiers et en plein air car elles ne nécessitent pas d'équipement spécifique.
2. La formation d'encadrement à la gestion d'une salle et d'un groupe de musculation au CSA de VAIATA.

Le rattachement au plan stratégique communal

PLAN DIRECTEUR PUNAAUIA 2020

Axe stratégique 1 : *Pour un développement durable respectueux des besoins essentiels de tous les administrés*

Objectif 2 : *Mener des actions éducatives complémentaires destinées aux enfants et aux jeunes*

Action 3 : *Proposer un environnement propice au développement de la jeunesse (de 13 à 25 ans)*

Mesure 6 : *Promotion du lien social*

ORIENTATIONS STRATEGIQUES RENOUVELEE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE DE PUNAAUIA

Pilier : *COHESION SOCIALE*

Enjeu communal : *Développement de toutes activités permettant l'épanouissement des jeunes*

Enjeu du SMCV : *Insertion des jeunes et la lutte contre le décrochage scolaire, deux priorités connexes*

Objectif : *Promouvoir notre jeunesse et les rendre acteurs du territoire*

Le plan de financement

Pour l'organisation de cette opération, le plan de financement se présente comme suit :

POUR UN CORPS PLUS PERFORMANT : SHAPE UP		
BAILLEURS DE FONDS	MONTANT EN CFP TTC	
Contrat de Ville	222 750	45%
CPS	222 750	45%
Commune	49 500	10%
TOTAL	495 000	100%

Les membres de la Commission Affaires Administratives réunis en date du 16 mai 2018 ont émis un avis favorable.

Madame Marie-Rose TEURU procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	33
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 112/2018 du 31 mai 2018 a été adoptée à l'unanimité.

- ***Projet de délibération n° 113/2018 du 31 mai 2018 approuvant le projet, le plan de financement et autorisant le Maire à signer la convention de financement relative au projet « Fenua food Life »***

Le projet « FENUA FOOD LIFE » est une version revisitée de l'atelier cuisine, une action proposée aux habitants des quartiers prioritaires depuis 2012. Cette action vise à transmettre des connaissances en matière de prévention à la santé et un savoir-faire dans le domaine de l'alimentation équilibrée et l'hygiène. Encadrés par des professionnels, les stagiaires seront sensibilisés à l'importance d'une alimentation équilibrée et d'une santé physique saine.

La nouveauté de l'action revisitée est l'intervention d'un coach sportif qui mettra en place des ateliers de sensibilisation et d'accompagnement personnel

d'activités physiques adaptées. L'objectif étant de sensibiliser les stagiaires sur l'importance de pratiquer une activité sportive adaptée.

Les bénéficiaires seront sélectionnés selon leurs capacités à être assidus. Ils sont entre dix et douze hommes et femmes avec de faibles revenus, en charge d'un foyer, âgés d'au moins 16 ans et issus des quartiers prioritaires de PUNAAUIA.

Ces ateliers seront réalisés au Centre des jeunes adultes de OUTUMAORO sur une période de deux mois (juillet et août), avec des visites de terrain.

La finalité de cette action est de contribuer au changement des habitudes alimentaires : manger de manière plus saine n'étant pas forcément plus cher pour le budget familial.

Les bénéficiaires seront notés sur leurs connaissances et leurs progressions. A l'issue de cette formation, une attestation et un cadeau (fait-tout ou autre) leur seront remis.

Le rattachement au plan stratégique communal

PLAN DIRECTEUR PUNAAUIA 2020

Axe stratégique I : Pour un développement durable respectueux des besoins essentiels de tous les administrés

Objectif 4 : Accompagner l'éducation à la parentalité

Action 3 : Mise en place d'ateliers sur l'intendance familiale, l'hygiène et les modes de vie sains

ORIENTATIONS STRATEGIQUES RENOUVELEE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE DE PUNAAUIA

Pilier : COHESION SOCIALE

Enjeu communal : Implication des habitants dans les projets de développement des quartiers

Enjeu du SMCV : Des actions de proximité à multiplier dans les quartiers

Objectif : Améliorer le niveau de santé général des habitants des quartiers

Le plan de financement

Pour l'organisation de cette opération, le plan de financement se présente comme suit :

FENUA FOOD LIFE		
BAILLEURS DE FONDS	MONTANT EN CFP TTC	
Appel à projet santé Contrat de Ville/CPS	1 080 000	90%
Commune	120 000	10%
TOTAL	1 200 000	100%

Les membres de la Commission Affaires administratives réunis en date du 16 mai 2018 ont émis un avis favorable.

Madame Marie-Rose TEURU procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	33
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 113/2018 du 31 mai 2018 a été adoptée à l'unanimité.

- ***Projet de délibération n° 114/2018 du 31 mai 2018 approuvant la prise en charge de la « Rentrée scolaire 2018 »***

L'action consiste à remettre un cartable à plus d'une centaine d'enfants ressortissants des régimes sociaux RGS et RNS scolarisés dans les écoles primaires de la Commune.

Le rattachement au plan stratégique communal

PLAN DIRECTEUR PUNAAUIA 2020

Axe stratégique 1 : Pour un développement durable respectueux des besoins essentiels de tous les administrés

Objectif 2 : Mener des actions éducatives complémentaires destinées aux enfants et aux jeunes

Action 1 : Offrir un environnement éducatif favorable aux enfants

Mesure 1 : Soutien à l'amélioration des conditions de scolarisation et de scolarité

Le plan de financement

Pour l'organisation de cette opération, la Commune a programmé une enveloppe financière de 500 000 F CFP.

Les membres de la Commission Affaires administratives réunis en date du 16 mai 2018 ont émis un avis favorable.

Madame Cathy PUCHON procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

(Sortie de Madame Layana ATAE, donne procuration à Monsieur Paul PERE)

VOTE

POUR	33
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 114/2018 du 31 mai 2018 a été adoptée à l'unanimité.

- ***Projet de délibération n° 115/2018 du 31 mai approuvant la prise en charge des équipements en faveur des élèves du Centre des jeunes Adolescents (CJA) de OUTUMAORO***

Les élèves réorientés au CJA sont des enfants issus de familles présentant des difficultés sociales et financières. La prise en charge des équipements permet une meilleure scolarité et une deuxième chance de succès scolaire.

En 2017, le coût de ce projet s'élevait à 816 492 F CFP comprenant des équipements de travail et un cocktail. 48 élèves ont été bénéficiaires (45 garçons et 3 filles).

Cette opération démarrera par la prise de contact avec le directeur du CJA afin de définir le nombre d'élèves inscrits et les équipements à prendre en charge. Après la commande et la livraison, la remise des équipements sera organisée en mairie en présence des élus.

Le rattachement au plan stratégique communal

PLAN DIRECTEUR PUNAAUIA 2020

Axe stratégique I : Pour un développement durable respectueux des besoins essentiels de tous les administrés

Objectif 2 : Mener des actions éducatives complémentaires destinées aux enfants et aux jeunes

Action 1 : Offrir un environnement éducatif favorable aux enfants

Le plan de financement

Pour l'organisation de cette opération, la Commune a programmé une enveloppe financière de 845 000 F CFP.

Les membres de la Commission Affaires administratives réunis en date du 16 mai 2018 ont émis un avis favorable.

Madame Cathy PUCHON procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	33
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 115/2018 du 31 mai 2018 a été adoptée à l'unanimité

- ***Projet de délibération n° 116/2018 du 31 mai 2018 approuvant la prise en charge des frais relatifs à l'organisation de la sortie « HAERE TATOU E FA'ATI »***

Cette action consiste à offrir aux seniors, âgés entre 65 et 70 ans, résidents sur PUNAAUIA, inscrits sur la liste électorale et ayant une bonne condition physique, une sortie programmée le mardi 31 juillet 2018. Ces derniers visiteront les sites culturels de l'île (mara'e, parcs et jardins botaniques, etc.) et se promèneront dans une bonne ambiance locale comme au bon vieux temps du « TE TERE FA'ATI MATEINA'A » à bord d'un truck.

Le senior peut se faire accompagner dans l'éventualité où l'accompagnateur est son conjoint(e) ou sa concubin(e) plus jeune que lui. Ils seront encadrés par des animateurs qualifiés qui veilleront à leur état de santé.

Un groupe de travail composé d'élus visitera les seniors et sélectionnera les seniors en fonction de leurs secteurs géographiques et leurs origines sociales.

Le rattachement au plan stratégique communal

PLAN DIRECTEUR PUNAAUIA 2020

Axe stratégique I : Pour un développement durable respectueux des besoins essentiels de tous les administrés

Objectif 3 : Accompagner l'épanouissement des familles

Action 3 : Mettre en place des dispositifs d'accompagnement de proximité

Mesure 3 : Développement d'action de proximité en faveur des personnes âgées.

Le plan de financement

Pour mener à bien la sortie, les membres de la Commission des Affaires Administratives réunis en date du 16 mai 2018 ont émis un avis favorable pour consacrer une enveloppe de 300 000 F CFP pour cet événement.

Madame Cathy PUCHON procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	33
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 116/2018 du 31 mai 2018 a été adoptée à l'unanimité.

- ***Projet de délibération n° 117/2018 du 31 mai 2018 approuvant le projet et la prise en charge des frais relatifs à l'organisation de la journée des personnes âgées 2018.***

Cette fête consiste à offrir un repas et des animations aux personnes âgées de PUNAAUIA.

Les MATAHIPO âgés de 70 ans et plus ayant deux ans de résidence sur PUNAAUIA sont sélectionnés pour participer au repas, prévu le jeudi 04 octobre 2018. Les MATAHIPO les plus fragiles, peuvent se faire accompagner d'une personne majeure.

Un groupe de travail (composé d'élus et de techniciens) est mis en place afin d'assurer les opérations de communication, d'organisation, d'encadrement et d'évaluation. Ce projet nécessite une forte mobilisation du personnel communal et des élus pour la préparation et le suivi des invitations.

Le sénior peut se faire accompagner dans l'éventualité où l'accompagnateur est son conjoint(e) ou sa concubin(e) plus jeune que lui. Ils seront encadrés par des animateurs qualifiés qui veilleront à leur état de santé.

Un groupe de travail composé d'élus visitera les séniors et sélectionnera les séniors en fonction de leurs secteurs géographiques et leurs origines sociales.

Le rattachement au plan stratégique communal

PLAN DIRECTEUR PUNAAUIA 2020

Axe stratégique I : Pour un développement durable respectueux des besoins essentiels de tous les administrés

Objectif 3 : Accompagner l'épanouissement des familles

Action 3 : Mettre en place des dispositifs d'accompagnement de proximité

Mesure 3 : Développement d'action de proximité en faveur des personnes âgées.

Le plan de financement

Pour mener à bien la sortie, les membres de la Commission des Affaires administratives réunis en date du 16 mai 2018 ont émis un avis favorable pour consacrer une enveloppe de 2 200 000 F CFP pour cet événement.

Madame Cathy PUCHON procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

INTERVENTION

Madame Belinda BAMBRIDGE-RICHERD, demande si les personnes âgées bénéficiant de cette action sont les mêmes personnes de l'action précédente. Elle indique qu'il est inscrit que le projet concerne les matahiapo et plus, et sur la délibération précédente, il est aussi inscrit de 60/70 ans. Elle demande s'il y a eu un recensement des matahiapo dans la commune de PUNAAUIA.

Madame Rosita HOFFMANN, indique qu'il était prévu 30 participants avec leurs accompagnateurs, pour ceux qui ont en besoin, Elle précise que l'âge a été réduit afin d'avoir des matahiapo qui puissent être physiquement autonomes, en capacité de se mouvoir et de tenir toute une journée dans un truck, même avec les arrêts prévus sur plusieurs sites culturels. Cette première édition va être un test car l'année prochaine le service de la solidarité et scolarité souhaiterait proposer trois sorties dans l'année. Cette fois ci, il a été convenu pendant la commission des affaires administratives (CAA), de choisir des participants de chaque quartier.

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	33
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 117/2018 du 31 mai 2018 a été adoptée à l'unanimité.

- ***Projet de délibération n° 118/2018 du 31 mai 2018 modifiant la délibération n°92/2018 du 27 avril 2018 approuvant le projet, le plan de financement et autorisant le Maire à signer la convention de financement pour la « Rencontre des aidants familiaux 2018 »***

En avril dernier, les membres du Conseil municipal ont adopté la délibération n° 92/2018 organisant la rencontre des aidants matahiapo. Cependant, à l'article 4 de cette délibération, la dépense budgétaire a été imputée à l'article 6714.422 alors qu'elle aurait dû être imputée à l'article 6718.

A titre de rappel, l'action vise à l'organisation de cinq rencontres de 3 heures qui seront animées par des professionnels durant lesquelles les aidants trouvent des ressources extérieures et partagent ensemble sur leur savoir-faire mais aussi sur leurs souffrances, leurs inquiétudes et leurs interrogations.

Madame Cathy PUCHON procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	33
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 118/2018 du 31 mai 2018 a été adoptée à l'unanimité.

B. RESSOURCES HUMAINES

- ***Projet de délibération n° 119/2018 du 31 mai 2018 fixant l'ouverture des emplois à temps non complet des agents ayant***

vocation à intégrer la Fonction publique communale de la Polynésie française.

Monsieur PUGIBET, ancien employé de l'association PUNA NUI API, a été recruté en qualité de fonctionnaire au sein du service de la Restauration scolaire. Ce dernier a saisi le Tribunal administratif requérant un reclassement au sein de la Commune.

Par décision du 14 novembre 2017, le juge a ordonné le réexamen du classement de Monsieur PUGIBET au travers de la procédure exceptionnelle d'intégration.

Monsieur Ronald TUMAHAI procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	33
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 119/2018 du 31 mai 2018 a été adoptée à l'unanimité.

- ***Projet de délibération n° 120/2018 du 31 mai 2018 modifiant la délibération n°179/2017 du 28 septembre 2017 fixant l'ouverture des emplois à temps complet des agents ayants vocation à intégrer la Fonction publique communale de la Polynésie française.***

Dans le cadre de la procédure exceptionnelle d'intégration des agents communaux à la Fonction publique communale, les communes de la Polynésie française ont jusqu'au 11 juillet 2018 pour ouvrir par délibération des emplois de fonctionnaires.

Lors du conseil municipal du 28 septembre 2017, l'ouverture de 10 emplois a été approuvée. Ces emplois se répartissent de la manière suivante :

CADRES D'EMPLOIS	GRADES	NOMBRE DE POSTE CREE PAR SPECIALITE		
		ADMINISTRATIVE	TECHNIQUE	SECURITE PUBLIQUE
CONCEPTION ET ENCADREMENT	Conseiller principal Conseiller qualifié Conseiller	01		
MAITRISE	Technicien principal Technicien de classe exceptionnelle Technicien	02		
APPLICATION	Adjoint principal, Adjoint de classe exceptionnelle Adjoint	02	01	
		01		
EXECUTION	Agent principal	02		
	Agent qualifié	01		
	Agent			

Monsieur Ronald TUMAHAI procède à la lecture du projet de délibération.

Monsieur Gustave VAN BASTOLAER met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote

VOTE

POUR	33
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 120/2018 du 31 mai 2018 a été adoptée à l'unanimité.

C. MARCHES PUBLICS

- ***Projet de délibération n° 121/2018 du 31 mai 2018 autorisant le Maire à signer l'avenant n°2 relatif au marché n°MC17/28 ayant pour les travaux de pose des compteurs d'eau dans la plaine sud de PUNAAUIA.***

Le marché de travaux de pose des compteurs d'eau dans la plaine sud de PUNAAUIA comprend deux zones de travaux :

- La zone 1 concerne 33 servitudes nommées au CCTP §1.9, où les antennes de distribution sont à rénover complètement avec la pose des branchements et des compteurs d'eau individuels ;

- La zone 2 concerne le reste de la plaine sud hors les 33 servitudes, où les branchements existants des abonnés seront équipés d'un compteur d'eau individuel.

POINT D'ETAPE SUR L'AVANCEMENT DES TRAVAUX

Les travaux ont débuté en février 2018 avec la pose des compteurs et la rénovation des réseaux dans les servitudes en partant de la fin de commune (PK 18).

Au mois de mai, 18 servitudes ont été rénovées et équipées de compteurs entre le PK 18 et le PK 16. Plus de 212 foyers ont été équipés de compteurs dans les servitudes non rénovées entre le PK 18 et MARUAPO. Au total, c'est près de 300 compteurs qui ont déjà été posés.

La suite des travaux continuera sur le secteur compris entre MARUAPO et la pointe des pêcheurs, avec la rénovation des 15 servitudes restantes et la pose de 500 compteurs.

OBJET DE L'AVENANT N° 2

Le présent avenant a pour objet de :

- Intégrer la réalisation d'un mode opératoire de lutte contre la petite fourmi de feu, en relation avec la Direction de l'Environnement (DIREN) durant les travaux de réalisation des antennes d'eau dans les servitudes ATIRAA, AVAEMAI, JAUNEZ, TEUIRA-TAEREA, TEHAAMATAI, BENNETT 5, 3 et 2, MARUAPO et BUNKLEY de la zone 1, où elle a été détectée (selon le site tefenua.gov).
- Prendre en compte la réalisation de regards en béton avec des couvercles en fonte de classe de résistance 400 KN et 250 KN, au lieu du 125 KN initialement prévue, pour la pose des compteurs d'eau des abonnés situés en bord de route entre le rond-point de la PUNARUU et celui de l'Hôtel Méridien, suite à une réfection de la voirie (continuité de la chaussée et de l'accotement bitumé côté montagne, création d'un trottoir bitumé côté mer) effectuée par la direction de l'équipement au mois de février 2018 et à l'impossibilité d'installer les compteurs d'eau en coffrets muraux.
- Intégrer pour la zone 1 :
 - la fourniture d'un coude 90° DN100 en fonte lors de la pose de l'antenne d'eau en PVC110 dans la servitude AVAEMAI ;
 - la pose pour un abonné, d'un dispositif de prise composé d'un collier de prise en charge sur canalisation PVC110 et d'un robinet de prise en charge avec sortie en PEHD32 mm sous bouche à clé.
- Intégrer pour la zone 2 :

- la fourniture d'un ensemble d'accessoires pour compteur d'eau DN20 comprenant raccord de serrage extérieur, robinet ¼ de tour de couleur bleu, préfiltre à tamis, écrous tournant démontable, clapet antipollution avec purge à écrou tournant, filetage 1" (26x34mm), au lieu de pièces en filetage ¾" (20x27 mm) initialement prévu, pour le raccordement sur le branchement d'eau existant de l'abonné en PEHD32 (Ø intérieur : 25 mm).
- La pose de pièces d'accessoires pour compteur, filetage 1" (26x34 mm), citées supra, pour le raccordement sur le branchement d'eau existant de l'abonné en PEHD32.
- La fourniture et la pose d'un compteur en DN100 radio-relevé dans un regard en béton avec un tampon en fonte K2C – D400 et le raccordement sur le branchement existant DN100 de la résidence CARLTON PLAGE, au lieu d'un compteur DN40.

JUSTIFICATION DE L'AVENANT

De nouveaux postes de prix sont à intégrer dans ce présent avenant. Ils résultent des situations constatées au cours des travaux de pose des compteurs d'eau sur site dans la Plaine Sud de PUNAAUIA.

L'objet du marché n° MC 17/28 n'est pas modifié par cet avenant et ne bouleverse pas le résultat de la mise en concurrence de l'appel d'offres.

INCIDENCE FINANCIERE DE L'AVENANT : NOUVEAU MONTANT HORS TVA DU MARCHE

	Montant hors TVA	TVA 13%	Montant TTC
Marché initial (F CFP)	227 258 050	29 543 547	256 801 597
Avenant n°2 (F CFP)	2 347 800	305 214	2 653 014
Nouveau montant du marché (F CFP)	229 605 850	29 848 761	259 454 611

Le montant de l'avenant n° 2 s'élève à 2 347 800 F CFP HT, soit 2 653 014 F CFP TTC, portant le montant du marché de 227 258 050 F CFP HT à 229 605 850 F CFP HT (soit 259 454 611 F CFP TTC). L'incidence financière est de 1.03% par rapport au marché initial. Les membres de la Commission Affaires administratives réunis en date du 16 mai 2018 ont émis un avis favorable.

Monsieur Aitu POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote

VOTE

POUR	33
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 121/2018 du 31 mai 2018 a été adoptée à l'unanimité.

- ***Projet de délibération n° 122/2018 du 31 mai 2018 autorisant le Maire à signer l'avenant n°01 relatif au marché n°MC17/25 ayant pour objet les études de définition du schéma Directeur d'Assainissement des Eaux Usées (SDAEU) de la commune de PUNAAUIA.***

Le marché pour les études de définition du Schéma directeur d'assainissement des eaux usées, qui a débuté en décembre 2017, a été attribué au groupement H2O Ingénierie et Profil Etudes. Le planning prévisionnel de l'opération prévoit 30 mois d'études avec une fin estimée au premier trimestre 2020.

La phase 1, intitulée « Constitution de l'état initial », est composée de 11 sous-phases qui seront finalisées en décembre 2018. A ce jour, les sous-phases « 1.1-Etat initial du secteur d'étude et des milieux récepteurs » et « 1.2-Description du milieu naturel et des usages associés » ont été réceptionnées par la Direction de l'Ingénierie Publique (DIP), conducteur de l'opération, et la commune, maître d'ouvrage.

En application de l'article 7.2 du Cahier des clauses administratives particulières (CCAP), « le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions décrites au niveau de la définition des différents prix unitaires (BPU) ».

Aussi, pour chacune des sous-phases numérotées de 1.1 à 1.10, le paiement des prestations se fait normalement à la validation de la phase entière, soit à la finalisation de la phase 1. Toutefois, cette phase s'étalant sur 12 mois, le règlement des prestations sera décalé en conséquence, ce qui pénalise les prestataires qui ont finalisé leurs missions.

Afin de ne pas contraindre à la validation de la phase 1 en cours, le paiement du solde des différentes sous-phases, il convient de modifier les modalités de paiement des prestations qui s'effectuera désormais à la validation de la sous-phase.

Les membres de la Commission Equipement et développement communal réunis en date du 18 mai 2018 ont émis un avis favorable.

Monsieur Aitu POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote

VOTE

POUR	33
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 122/2018 du 31 mai 2018 a été adoptée à l'unanimité.

- ***Projet de délibération n° 123/2018 du 31 mai 2018 autorisant le maire à lancer un appel d'offres relatif à l'entretien du réseau d'éclairage public de la commune de PUNAAUIA, pour les tronçons de « Carrefour à Marina TAINA », de « la rivière VAIPOOPOO à la route des plaines », du « Aroa SCHOLERMANN au temple Protestant » et le tronçon « Aroa VAIHI ».***

Le Code général des collectivités territoriales (CGCT), en son article 2212-2. 1^{er} alinéa, stipule que l'éclairage public fait partie intégrante des pouvoirs de police du maire.

En réponse à cette exigence, la Commune a contracté un marché d'entretien du réseau d'éclairage public. Il faut, cependant, rappeler qu'aucune réglementation ne prescrit un éclairage public obligatoire. Toutefois, il répond à un enjeu de sécurité.

La grande majorité des infrastructures constituant le réseau d'éclairage public de PUNAAUIA appartient à la société EDT. Ainsi, seule cette dernière est habilitée à intervenir sur ses ouvrages. En revanche, les autres ouvrages d'éclairage public appartiennent à la Commune.

Ce réseau est composé de 4 sections partant de :

- Carrefour à la Marina TAINA ;
- la rivière VAIPOOPOO à l'entrée de la route des plaines ;
- Aroa SCHOLERMANN au Temple Protestant :

Ce tronçon a été rétrocédé par le territoire à la commune récemment, il est composé de 95 points lumineux de type LED. Il nécessite une maintenance régulière car les luminaires ne sont plus sous garantie.

- Aroa VAIHI :

La Commune a réalisé la route menant au cimetière de VAITAVERE en 2014 avec la mise en place d'un éclairage public qui compte 45 points lumineux mais aucun contrat de maintenance n'a été établi à l'époque.

Le coût estimatif du marché est de : 9 353 180 XPF TTC /an soit 28 059 540 XPF TTC/3ans.

Montant annuel minimum	5 000 000 FCFP TTC
Montant annuel maximum	9 800 000 FCFP TTC

Les membres de la Commission

Equipement et développement communal réunis en date du 18 mai 2018 ont émis un avis favorable.

Monsieur Aitu POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote

VOTE

POUR	33
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 123/2018 du 31 mai 2018 a été adoptée à l'unanimité.

COMMUNICATION SUR LES MARCHES PUBLICS

Cette communication a pour objet d'informer les membres du Conseil municipal de la passation des marchés publics qu'ils soient attribués, en cours d'attribution ou en préparation.

Le Conseil municipal, organe délibérant de la Commune, règle par ses délibérations les affaires de la Commune (art. L.2121-29) et peut déléguer directement au Maire un certain nombre d'attributions limitativement énumérées à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales (CGCT)¹. Les décisions prises dans le cadre de ces délégations sont signées personnellement par le Maire, à charge pour

¹ Délibération n° 28/2014 du 05 avril 2014 portant délégation de pouvoir du Conseil municipal au Maire

lui d'en rendre compte au Conseil municipal, en application de l'article L.2122-23 du CGCT.

SYNTHESE DES PASSATIONS DE MARCHES EN COURS

Depuis le dernier conseil municipal en date du 27 avril 2018 :

Un (1) marché a été attribué sur procédure d'appel d'offres.

Trois (3) marchés sont en cours de consultation, dont un (1) sur procédure d'appel d'offres et deux (2) sur procédure adaptée.

MARCHES SUR PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES :

Un (1) marché attribué pour un montant total de 118 618 925 FCFP TTC ;

Un (1) marché est en cours de consultation pour un budget estimé à hauteur de 50 000 000 FCFP TTC.

MARCHES SUR PROCEDURE ADAPTEE :

Deux (2) marchés sont en cours de consultation pour un montant total minimum de 4 600 000 FCFP TTC et maximum de 8 500 000 FCFP TTC.



MARCHES SUR PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES ATTRIBUE : 1

Objet	Références	Services	Titulaire	Montant en FCFP TTC	Délai	Observations
TRAVAUX DE RENOVATION DU RESEAU D'ADDUCTION EN EAU POTABLE ENTRE L'ECHANGEUR DE OUTUMAORO ET LE CARREFOUR TAINA	MC18/15	EAU	ECI	118 618 925	24 semaines	en cours de signature

MARCHES SUR PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES EN COURS DE CONSULTATION : 1

Objet	Référence	Service	Budget prévisionnel en FCFP TTC	Délai	CAO		Observations
					Ouverture plis	Analyse et attribution	
TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA SERVITUDE LEQUERRE	AO 18/01	SEA	50 000 000	A déterminer	A déterminer	A déterminer	Réception des offres le 15/06/18

MARCHES A PROCEDURE ADAPTEE (MAPA) EN COURS DE CONSULTATION : 2

Objet	Service	Budget prévisionnel en FCFP TTC	date de remise des offres	Délai	Observations
FOURNITURE ET INSTALLATION DE CLIMATISEURS	PAT	minimum : 1 000 000 maximum : 4 900 000	14/05/2018	1 an	en cours d'analyse
MAITRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX DE RENOVATION DE LA TOITURE DE L'ECOLE ATINUU	SEA	3 600 000	01/06/2018	A déterminer	Réception des offres le 01/06/18

Objet	Références	Services	Titulaire	Montant en FCFP TTC	Délai	Observation
TRAVAUX DE RENOVATION DU RESEAU D'ADDUCTION EN EAU POTABLE ENTRE L'ECHANGEUR DE OUTUMAORO ET LE CARREFOUR TAINA	MC18/15	EAU	ECI	118 618 925	24 semaines	en cours de signature

MARCHES SUR PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES EN COURS DE CONSULTATION : 1

Objet	Référence	Service	Budget prévisionnel en FCFP TTC	Délai	CAO	Observations	
					Ouverture plis	Analyse et attribution	
TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA SERVITUDE LEQUERRE	AO 18/01	SEA	50 000 000	A déterminer	A déterminer	A déterminer	Réception des offres le 15/06/18

MARCHES A PROCEDURE ADAPTEE (MAPA) EN COURS DE CONSULTATION : 2

Objet	Service	Budget prévisionnel en FCFP TTC	date de remise des offres	Délai	Observations
FOURNITURE ET INSTALLATION DE CLIMATISEURS	PAT	minimum : 1 000 000 maximum : 4 900 000	14/05/2018	1 an	en cours d'analyse
MAITRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX DE RENOVATION DE LA TOITURE DE L'ECOLE ATINUU	SEA	3 600 000	01/06/2018	A déterminer	Réception des offres le 01/06/18

D. FINANCES

- ***Projet de délibération n° 124/2018 du 31 mai 2018 prononçant l'admission en non-valeur « sui generis » des créances relatives à l'eau et aux ordures ménagères de messieurs Teagi TEURU et Jean-Louis ROSSI.***

Par lettre en date du 5 janvier 2018, le trésorier de la Trésorerie des Iles du vent, des Australes et des Archipels, informe la Commune que le juge du tribunal de 1ère instance de PAPEETE a ordonné que soit suivie la recommandation de la Commission de surendettement de la Polynésie française aux fins de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire en faveur de Monsieur Teagi TEURU et de Monsieur Jean-Louis ROSSI des redevances de l'eau et des déchets.

La procédure de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire rendu exécutoire par le juge, entraîne l'effacement de toutes les dettes non professionnelles des débiteurs, à l'exception des dettes définies par la Loi de Pays n° 2012-8 du 30 janvier 2012 portant traitement des situations de surendettement des particuliers (art. LP 32 et LP 33 relatifs aux dettes alimentaires, amendes dans le cadre d'une condamnation pénale, dettes dont le prix a été payé en lieu et place par la caution ou le coobligé, etc.).

L'état des produits irrécouvrables dressé à l'égard de Messieurs Teagi TEURU et Jean-Louis ROSSI se décompose comme suit :

ANNEES	PRINCIPAL	EAU	DECHETS	TOTAL
1994	21 000			21 000
1995	21 000			21 000
1999	24 000			24 000
2000	24 000			24 000
2001	24 000			24 000
2002	24 000			24 000
2003	24 000			24 000
2004	24 000			24 000
2005	24 000			24 000
2006	24 000			24 000
2007	24 000			24 000

2008	24 000			24 000
2009	24 000			24 000
2010	24 000			24 000
2011		9 000	16 500	25 500
2012		15 000	21 000	36 000
2013		15 000	21 000	36 000
2014		30 000	42 000	72 000
2015		30 000	42 000	72 000
2016		18 000	23 250	41 250
2017		18 000	24 000	42 000
TOTAL	330 000	135 000	189 750	654 750

La ventilation de ces sommes s'établit comme suit :

- Monsieur Teagi TEURU : 582 750 F CFP (1994 à 1995, 1999 à 2017),
- Monsieur Jean-Louis ROSSI : 72 000 F CFP (2014 à 2015).

Au vu de la décision de justice qui s'impose à la Commune, le comptable public nous demande de procéder à une admission en non-valeur « sui generis » des sommes dues pour traiter l'effacement de la dette du redevable, ce qui signifie que ces créances éteintes ne pourront pas faire l'objet de poursuites ultérieures quand bien même le redevable reviendrait à meilleure fortune.

Conséquemment, la Commune a l'obligation de constater la perte que cela représente sur le plan budgétaire par l'admission en non-valeur des dettes des intéressés. Elle se traduit par une charge de fonctionnement imputée au compte 654 « Pertes sur créances irrécouvrables » des budgets concernés.

Toutefois, il convient de rappeler qu'en 2016, la Commune a constitué une provision pour créances irrécouvrables en vue de prendre en charge les créances devenues irrécouvrables et admises en non-valeur par les délibérations n° 02/2016 pour le budget principal, 03/2016 pour le budget annexe des déchets et 04/2016 pour le budget annexe de l'eau, en date du 22 janvier 2016.

Afin de financer les charges induites par les pertes sur créances irrécouvrables, il est donc proposé d'effectuer une reprise partielle sur cette provision selon les budgets à hauteur de 654 750 F CFP. Cette reprise se traduit par une recette du

même montant qui permet de financer en totalité les pertes sur créances irrécouvrables.

Les membres de la Commission des Affaires administratives réunis en date du 16 mai ont émis un avis favorable.

Monsieur Aitu POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

INTERVENTION :

Monsieur Ronald TUMAHAI informe que cette situation est une première pour la commune, car c'est la première fois que la commission de surendettement envoie des recommandations de cet ordre à la collectivité. Il demande à ce que cette situation ne se réitère plus et demande aux techniciens d'y veiller. Il dit que les familles doivent faire des efforts afin d'éviter ces situations de surendettement et trouve que 600 000 FCP représente un montant excessif. Il est sûr que dans les autres communes, les autres maires commencent aussi à râler.

Monsieur Aitu POMARE POMMIER ajoute que l'endettement date de l'année 1994.

Tavana signale que le conseil municipal va voter et il demande aux techniciens d'être attentifs les prochaines fois.

Madame Bellinda BAMBRIDGE-RICHERD, demande si cette procédure empêche toute réclamation ? Elle invite les services financiers à prendre toutes les dispositions pour éviter ces situations. Elle rappelle qu'un arrangement avait été mise en place pour permettre aux usagers de payer leurs redevances.

Madame Rosita HOFFMANN, explique que cette situation d'insolvabilité des usagers ou entreprises sont issues de leurs mises en faillites. Cette commission de surendettement à collecter des éléments qui ont attesté de leur incapacité à honorer leurs redevances. La commission a décidé d'aider ces familles qui sont en incapacité de faire face à ces dettes en transmettant la décision de la commission et en invitant la commune à annuler les dettes de ces personnes. Elle informe que Madame Tepiu DUQUESNAY donnera un point de vue comptable.

Madame Tepiu DUQUESNAY, assure que la commission de surendettement à instruits ces dossiers, mais explique que le tribunal administratif a prononcé pour ces redevables, en faveur d'un effacement de ces dettes. Cette décision judiciaire s'impose à la commune et au comptable public du service du trésor, chargé de recouvrer les créances anciennes pour le compte de la commune, et

demande à monsieur Ronald TUMAHAI de bien vouloir accepter la mise en non-valeur de toutes ces créances comme recommandé par le tribunal administratif.

Madame Rosita HOFFMANN, indique aux élus, qu'ils trouveront tout le détail de ces informations dans le procès-verbal de la commission des affaires administratives en page 9, le détail de chacune des admissions en non-valeur et la situation actuelle de chaque personne.

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote

VOTE

POUR	33
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 124/2018 du 31 mai 2018 a été adoptée à l'unanimité.

- ***Projet de délibération n° 125/2018 du 31 mai 2018 prononçant l'admission en non-valeur des créances relatives à l'eau et aux ordures ménagères des sociétés SOCOMA et EDITIONS MARTINSART PACIFIC et de monsieur Charles VAN BASTOLAER commerçant à l enseigne VBS.***

Le Conseil municipal est appelé à se prononcer sur un montant d'admission en non-valeur de 309 200 F CFP sur le budget principal, de 65 800 F CFP sur le budget annexe de l'eau et de 30 000 F CFP sur le budget annexe des déchets.

Il résulte des états récapitulatifs établis par monsieur le Trésorier des Iles du Vent, des Australes et des Archipels, et des pièces produites à l'appui, que plusieurs créances de la Commune doivent être considérées comme irrécouvrables pour le motif suivant : Clôture pour insuffisance d'actif prononcée par jugement des 2 février 2016 et 26 septembre 2016 du Tribunal mixte de commerce de PAPEETE.

Le tableau de non-valeurs dressé à l'égard des sociétés commerciales SOCOMA, EDITIONS MARTINSART PACIFIC et de monsieur Charles VAN BASTOLAER commerçant à l'enseigne VBS fait apparaître pour la Commune les sommes dues pour différents budgets communaux comme suit :

ANNEES	PRINCIPAL	EAU	DECHETS	TOTAL
1999	21 400			21 400
2000	19 000			19 000
2001	24 000			24 000
2002	24 000			24 000

2003	24 000			24 000
2004	24 000			24 000
2005	24 000			24 000
2006	24 000			24 000
2008	21 600			21 600
2009	51 600			51 600
2010	51 600			51 600
2011		10 800	30 000	40 800
2012		15 000		15 000
2013		10 000		10 000
2014		15 000		15 000
2015		15 000		15 000
TOTAL	309 200	65 800	30 000	405 000

La ventilation de ces sommes se décompose comme suit :

- SOCOMA : 21 400 F CFP (1999),
- EDITIONS MARTINSART PACIFIC : 220 600 F CFP (2008 à 2015),
- Charles VAN BASTOLAER (VBS) : 163 000 F CFP (2000 à 2006).

Considérant les jugements des 8 février et 26 septembre 2016 du Tribunal mixte du Commerce de Papeete, la clôture avec insuffisance d'actif prononcée en faveur du commerçant et des sociétés suscitées entraîne l'effacement de leurs dettes. Il convient donc de constater cette perte et d'admettre en non-valeur la somme de 405 000 F CFP.

Sur le plan budgétaire, l'admission en non-valeur des dettes des intéressés se traduit par une charge de fonctionnement imputée au compte 654 « Pertes sur créances irrécouvrables » des budgets concernés.

Toutefois, il convient de rappeler qu'en 2016, la Commune a constitué une provision pour créances irrécouvrables en vue de prendre en charge les créances devenues irrécouvrables et admises en non-valeur par les délibérations n° 02/2016 pour le budget principal, 03/2016 pour le budget annexe des déchets et 04/2016 pour le budget annexe de l'eau, en date du 22 janvier 2016.

Afin de financer les charges induites par les pertes sur créances irrécouvrables, il est donc proposé d'effectuer une reprise partielle sur cette provision selon les budgets à hauteur de 405 000 F CFP. Cette reprise se traduit par une recette du

même montant qui permet de financer en totalité les pertes sur créances irrécouvrables.

Les membres de la Commission des Affaires administratives réunis en date du 16 mai ont émis un avis favorable.

Monsieur Aitu POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote

VOTE

POUR	33
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 125/2018 du 31 mai 2018 a été adoptée à l'unanimité.

IV. EQUIPEMENT ET DEVELOPPEMENT COMMUNAL

- ***Projet de délibération n° 126/2018 du 31 mai 2018 approuvant l'opération et validant le plan de financement des études liées au projet de reconstruction de l'école 2+2=4***

Reconstruite il y a plus de trente ans, l'école 2+2=4 présente aujourd'hui de nombreux dysfonctionnements, notamment sanitaires, ne permettant pas une utilisation optimale. La structure est vétuste et ne permet plus de répondre aux normes du bâtiment. Ainsi, les différents diagnostics effectués par la commune de PUNAAUIA concluent au fait que le bâtiment est devenu inapproprié à son usage.

En effet, structurellement et fonctionnellement, cet édifice ne répond plus aux attentes de l'établissement scolaire d'aujourd'hui. Sa vétusté constructive et ses troubles fonctionnels nécessitent de gros travaux de rénovation aux coûts colossaux sans garantie pérenne et sans réel confort supplémentaire pour ses usagers.

Par ailleurs, au vue des ambitions environnementales de la Commune et de la position stratégique de cette école, sa reconstruction apparait comme une évidence. C'est un pari pour la ville de PUNAAUIA de

réaliser sa première école innovante de par sa fonctionnalité plurielle encore jamais imaginée sur le territoire.

Au vue de son implantation unique et idéale pour l'épanouissement des enfants, la ville de PUNAAUIA souhaite par conséquent reconstruire cet établissement scolaire en intégrant la démarche Qualité Environnementale des Bâtiments (QEB) pour un plus grand confort et une meilleure qualité de vie et de santé de ces jeunes administrés.

LES OBJECTIFS A ATTEINDRE

1. S'intégrer dans le fort engagement environnemental de PUNAAUIA

- ⇒ Appliquer une démarche environnementale au projet en réponse au Plan d'aménagement et de développement durable (PADD).
- ⇒ Inscrire le projet dans la démarche QEB par la prise en compte de la réglementation en vigueur et futur et intégrer les réponses techniques ambitieuses en termes d'accessibilité, de consommation d'énergie, de matériaux non polluants, d'économie de coûts d'entretien et de fonctionnement, etc.

2. Anticiper sur les évolutions d'effectif scolaire de la Plaine

- ⇒ Réaliser un bâtiment flexible et modulable permettant une évolution des locaux. Le bâtiment est appelé à évoluer et à se transformer en fonction des usages. Ainsi, il est important que les locaux permettent une certaine flexibilité, voire une évolutivité dans le temps.

3. Créer un équipement adapté à la mixité des usages

- ⇒ Faciliter la continuité de l'action éducative entre le scolaire, le périscolaire, l'accueil du soir et l'extra- scolaire au travers de la mutualisation de l'établissement : ouvrir l'établissement sur le reste de la ville en dehors des temps scolaires ; meilleure intégration dans le quartier, accueil d'associations le soir, le week-end, les vacances scolaires, etc.
- ⇒ Adapter l'établissement aux personnes à mobilité réduite pour l'intégration des enfants handicapés.

4. Proposer une architecture fonctionnelle

- ⇒ S'intégrer dans le tissu existant en minimisant l'impact du projet sur les espaces existants, par leur valorisation ouvert sur le lagon comme sur la ville ,
- ⇒ Optimiser l'organisation générale avec des bâtiments de qualité, sécurisés, et proposer des locaux confortables pour favoriser une bonne appropriation des lieux par le personnel et les enfants,
- ⇒ Inscrire le projet sur des critères simples de forme et

d'esthétique par son implantation et son architecture, en prenant soin d'organiser les vues sur l'extérieur, de limiter les vues sur les salles de classe, de préserver l'ensoleillement, d'organiser les apports solaires, de se protéger du bruit.

⇒ Optimiser les coûts d'exploitation et de maintenance en proposant des systèmes de construction avec des installations techniques simples nécessitant un entretien courant faible.

L'école 2+2=4 de demain va introduire le concept nouveau de la mutualisation importante de ses locaux, elle devient un équipement public de qualité, contribuant fortement au développement du lien social des quartiers communaux, voire extra communale, avec différents temps de vie :

- Le temps scolaire,
- Le temps extra-scolaire (géré par les associations) : les équipements pourront comprendre une fonction "centre de loisirs" comme de "centre de recherche universitaire", afin d'accueillir aussi bien les enfants dès 5 ans que les adolescent ou adultes durant les vacances scolaires.

Le regroupement de ces différentes fonctions au sein d'un même bâtiment favorisera la conception d'un espace éducatif de grande qualité : la mutualisation de salles entre le temps scolaire, les temps périscolaires et les vacances scolaires permettra de bénéficier d'espaces complémentaires contribuant à la richesse des projets sur l'ensemble de ces temps.

Ce bâtiment a pour vocation de favoriser la rencontre entre les équipes éducatives de l'école, celles de l'accueil de loisirs, de recherche ou d'activités sportives, afin d'assurer cohérence et complémentarité de l'action éducative, et faciliter les transitions entre école et temps extra-scolaire.

PROGRAMMATION

Les différentes phases nécessaires à la réalisation de ce projet sont les suivantes : Consultation Assistant à Maitrise d'Ouvrage, Consultation Maîtrise d'œuvre, Concours d'architecture, APS, APD, PC, PRO, DCE, CAO, Démarrage des travaux et Réception.

L'étape de conception 1 de la reconstruction de l'école 2+2=4 correspond à la mission AMO QEB. Les études s'échelonnent sur toute la durée des études et travaux de l'opération jusqu'à la réception de l'ouvrage avec le suivi des performances à n+2.

Les différentes phases de l'AMO QEB nécessaires sont les suivantes :

- Phase 1 (s'échelonne sur l'ensemble de la prestation avec chacun des

acteurs) : Sensibilisation, formation et information

- Phase 2 : Montage de l'opération (pré programmation)
- Phase 3 : Programmation
- Phase 4 : Consultation de la Maitrise d'Œuvre & Concours
- Phase 5 : Conception, mise au point et optimisation du projet (analyse et vérification du suivi des objectifs de la MO à chaque étape des études de conception)
- Phase 6 : Travaux – Chantier
- Phase 7 : Réception et mise en service (Suivi des performances environnementales pendant l'année de parfait achèvement)
- Phase 8 : Evaluation et suivi des performances de l'opération n+1 et n+2

L'étape de conception 2 de la reconstruction de l'école 2+2=4 correspond au démarrage de la mission de Maîtrise d'œuvre et les bureaux d'études de contrôles avec les prestations détaillées ci-après :

- Le concours d'architecture (3 candidats envisagés),
- l'avant-projet sommaire (première estimation de l'opération),
- l'avant-projet détaillé (coût des travaux définis),
- le suivi technique sur plan par le bureau de Contrôle Technique (CT),
- le suivi de sécurité par le contrôleur de la Sécurité et de la Protection de la Santé (SPS).

FINANCEMENT

L'estimation approximative du coût total des travaux a été fixée à 500 000 000 FCFP.

Etape de conception 1 : le coût de l'AMO QEB est estimé à 1,80 % du montant total des travaux toutes taxes comprises (TTC), soit : 1.80% X 500 000 000 FCFP = **9 000 000 FCFP TTC**.

Le 23 février 2018, la Commune a postulé pour une demande de soutien financier auprès de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) et du Ministère de la Culture, de l'environnement, de l'artisanat, de l'énergie (MCEAE) pour financer les études d'AMO QEB.

Le comité de gestion de l'accord cadre, réuni le 6 mars 2018 a retenu notre projet qui doit faire l'objet d'une instruction dans le cadre des procédures d'aides adoptées par le Conseil d'administration de l'ADEME.

Le taux directeur applicable de l'ADEME est de **70% maximum** pour le projet de « Reconstruction de l'école 2+2=4 » comprenant uniquement l'AMO QEB, soit un montant total de **6 300 000 FCFP TTC**.

Etape de conception 2 : Le coût estimatif total de la maîtrise d'œuvre en phase études est fixé à 54 550 000 FCFP, celui du bureau de contrôle technique en phase Avant-Projet Détaillé (APD) à 800 000 FCFP et le coût du contrôleur de Sécurité et Protection de la Santé en phase APD à 600 000 FCFP.

Le projet étant éligible au Fonds intercommunal de péréquation (FIP) Etudes, dans la limite de vingt millions de francs pacifique (20 000 000 FCFP) pour une procédure simplifiée, une demande de financement pour l'étape de conception 2 d'un montant total de 19 583 000 FCFP sera transmis au secrétariat du FIP.

Honoraires techniques- construction		Estimation des travaux :		500 000 000 XPF		
	% Coût des études par rapport aux travaux	% Coût des études par type de mission	Nbre de candidats	Coût des Etudes (TTC)	Financement ADEME	Fonds propres COMMUNE
AMO QEB	1,8%			9 000 000 XPF	6 300 000 XPF	2 700 000 XPF
Assistance à Maîtrise d'Oeuvre de Qualité Environnementale du Bâtiment						

Honoraires techniques- construction		Estimation des travaux :		500 000 000 XPF TTC	
	% Coût des Etudes/coût Travaux	% coût des Etudes par phases	Coût des Etudes	Financement FIP ETUDES	
MAITRISE D'ŒUVRE					
Coefficient de complexité 1,10					
Groupement MOE (Architecte et BET structure et fluide)					
Mission Complète:					
Esquisse/APS/APD/PC/PRO/DCE/ACT/VISA/DET/AOR	10,91%	100,0%	54 550 000 XPF		
Concours d'architecture. Rémunération "unitaire"	0,40%		2 000 000 XPF		
Détail rémunération MOE par PHASE					
Concours X 3 candidats			6 000 000 XPF	6 000 000 XPF	
Phase Esquisse/APS/APD (y compris Rém. concours)	2,84%	26,0%	14 183 000 XPF	14 183 000 XPF	
Retrait de 2 millions au marché du lauréat au concours				- 2 000 000 XPF	
Autres BET techniques					
Bureau de contrôle en Phase APD (20% Total Marché)	0,16%	1,5%	800 000 XPF	800 000 XPF	
Sécurité SPS en Phase APD (20% Total Marché)	0,12%	1,1%	600 000 XPF	600 000 XPF	
TOTAL FINANCEMENT en phase ETUDES				19 583 000 XPF TTC	

Les membres de la Commission Equipement et développement communal réunis en date du 18 mai 2018 ont émis un avis favorable

Monsieur Simplicio LISSANT procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote

VOTE

POUR	33
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 126/2018 du 31 mai 2018 a été adoptée à l'unanimité.

- **Projet de délibération n° 127/2018 du 31 mai 2018 approuvant l'opération et validant le plan de financement de l'étape de conception 2 liée à la Maîtrise d'œuvre et les contrôles techniques et sécurités pour la reconstruction de l'école 2+2=4**

Monsieur Gustave VAN BASTOLAER met le projet de délibération au débat.

INTERVENTION

Monsieur Simplicio LISSANT propose de lire le projet de délibération n°128 car il a un lien avec le projet de reconstruction de l'école 2+2=4.

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote

VOTE

POUR	33
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 127/2018 du 31 mai 2018 a été adoptée à l'unanimité.

- **Projet de délibération n° 128/2018 du 31 mai 2018 accordant une adaptation mineure du Plan général d'aménagement pour le projet de construction de Monsieur William MAIRE**

Le service de l'urbanisme a récemment rejeté la demande de permis de construire de Monsieur William MAIRE, consistant en la construction d'une maison d'habitation, au motif qu'une partie de la construction de ce dernier était situé à 2.6 mètres de la voie privée desservant sa propriété, alors que l'article UCa 6 du Plan général d'aménagement (PGA) prévoit une distance minimale de trois mètres.

DEVELOPPEMENT DES EQUIPEMENTS SPORTIFS ET DE JEUNESSE EN POLYNESIE FRANÇAISE » validé par l'Etat et le Pays le 15 décembre 2017.

Cet outil d'aide à la décision, d'ores et déjà intégré au SAGE, doit être déployé à l'attention des communes au cours du second semestre 2018. Il préconise notamment l'adaptation de structures sportives et de jeunesse aux projets sociaux visés par les collectivités. Ainsi, la prise en considération des critères mentionnés dans ledit document met en exergue une possibilité de cofinancement de projets structurants communaux par le Centre national pour le développement du sport (CNDS) au regard de leur éligibilité.

Proposition d'implantation d'un terrain multisports sur la parcelle AUFFRAY

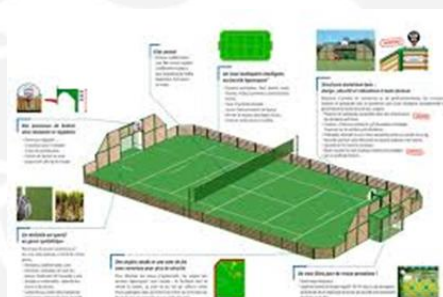
Un terrain multisports de proximité doit favoriser les pratiques sportives mixtes et intergénérationnelles en permettant la pratique effective (sans manutention, ni stockage) des sports de filets, dans lesquels les rapports de force physique sont moins présents que dans les sports de buts.

Grâce à des modèles de dimensions adaptées à la morphologie et aux capacités physiques des plus jeunes ou des plus âgés, ce type d'équipement sportif permet la découverte de nombreux sports par les jeunes dès l'école primaire et la poursuite d'activités sportives jusqu'à un âge avancé.

Du fait de la multiplicité des aires de jeux identiques ou différents utilisables simultanément, les terrains permettent tout à la fois :

- une pratique spontanée par des petits groupes d'amis, jeunes ou moins jeunes, et par des familles,
- des animations, initiations, tournois, organisés par des éducateurs sportifs de collectivités ou de clubs, des animateurs de colonies de vacances ou de campings.

Ce type d'outil préconisé par le schéma de développement des équipements de sport et de Jeunesse en Polynésie française permet non seulement une ouverture aux différentes cultures sportives mais également de créer un lieu dédié à la pratique physique, sur et autour duquel l'animation du quartier est rendu possible mais peut également être optimisée par un projet social d'envergure.





Monsieur Ismaël HAPAITAHAA procède à la lecture du projet de délibération.

Madame Tania MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame Tania MANEA-LYAU propose de passer au vote

VOTE

POUR	33
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 129/2018 du 31 mai 2018 a été adoptée à l'unanimité.

V. QUESTIONS DIVERSES

INTERVENTION

Madame Patricia TERITERAAHAUMEA remercie monsieur Ronald TUMAHAI d'avoir équipés le conseil municipal de tablettes. Cette action a permis de sauver des arbres. Elle encourage cette modernisation des moyens qui va dans le sens d'une préservation du milieu naturel.

Monsieur Ronald TUMAHAI informe le conseil municipal que la Directrice générale des services souhaite transmettre un message.

Madame Rosita HOFFMANN, Directrice générale des services remercie monsieur Ronald TUMAHAI pour le temps de parole qui lui ait accordé et procède à la lecture de son message adressé à l'ensemble du conseil municipal.

« Monsieur le Maire, c'est avec émotion et tristesse que je vous écris afin de vous demander de bien vouloir mettre fin à mon détachement sur l'emploi fonctionnel de directrice générale des services et de vous demander mon détachement de la Fonction publique communale. En effet, cela fait un peu plus de neuf ans que j'exerce les fonctions de directrice générale des services au sein

de notre belle commune. Si ce fut une aventure professionnelle et humaine passionnante, je souhaiterais aujourd'hui me mettre au service du Pays. Je ne vous remercierai jamais assez pour la confiance que vous m'avez témoignée durant ces années. Je suis fier d'avoir été à vos côtés car ensemble, avec votre équipe municipale et tous les agents de l'administration communale, nous avons porté haut les couleurs de PUNAAUIA. Je reste persuadée que les fondations du développement impulsé depuis deux mandatures sont à présent solides et je suis convaincue que PUNAAUIA continuera d'être une commune engagée dans le développement durable respectueux des besoins essentiels de tous ses administrés. Je garderai les valeurs de la Commune ancrées dans mon projet de vie : Respect, Loyauté et Efficience.

Mauruuru Tavana. »

Monsieur Ronald TUMAHAI avise son conseil municipal, qu'à présent ils sont informés et précise que ce n'est qu'une séparation de corps et qu'elle restera toujours proche des membres du conseil municipal, car elle occupera un poste au Ministère de la famille et de solidarité.

Madame Bellinda BAMBRIDGE répond qu'elle refuse cette demande mais lui souhaite bon vent.

Madame Patricia TERIITERAAHAUMEA, rappelle les propos de monsieur Ronald TUMAHAI de la veille, à savoir que son parti partira en campagne prochainement et lui demande si cela doit se passer ainsi. Elle souhaite bon vent à Madame Rosita HOFFMANN.

Monsieur Ronald TUMAHAI, indique aux membres du conseil municipal que la directrice générale des services est le deuxième agent à partir de la commune et remarque ne pas avoir de chance.

Madame Tania MANEA-LYAU, souhaite dresser un rappel historique en l'honneur de Madame Rosita HOFFMANN et elle en est même très émue. Elle indique que la première mandature a été très difficile pour les élus (il fallait changer les habitudes, les mentalités, etc...). Le Maire a donné à la DGS un challenge à relever, et cela concernait la réorganisation de l'organigramme de la Mairie. Les élus avaient soutenus ce projet, malgré les tensions car cette réorganisation devait être mise en place. Aujourd'hui, la commune dispose de cadres plus compétents, elle témoigne de la progression énorme que la commune a réalisée grâce à Madame Rosita HOFFMANN. Elle est émerveillée par le travail effectué par la DGS et surtout son dévouement pour la commune de PUNAAUIA. Elle a supporté les élus et les agents et elle la félicite pour son courage d'avoir opéré un changement dans la commune et aussi de les avoir aidés à comprendre leur fonction d'élus. Elle reconnaît que Madame Rosita HOFFMANN est dotée de compétence et d'un dévouement extraordinaire, et la relation entretenue avec le Maire était unique. Elle la remercie pour sa participation à la rédaction de la profession de foi et à la réussite du parti politique mené par le Maire lors de la campagne 2014. Certains lui ont rapporté

que parfois la DGS était sévère, mais sa fonction d'élue reconnaît que les progrès réalisés dans la Commune sont le résultat du travail effectué par la DGS. Elle lui souhaite une carrière prospère et la remercie encore une fois pour ses bons et loyaux services consacrés à PUNAUAUIA.

Monsieur Paul PERE souhaite remercier Rosita.

Monsieur Simplicio LISSANT souscrit complètement à ce que vient de dire madame Tania MANEA-LYAU, et il indique que monsieur Paul PERE a bien résumer les choses. Le challenge était la réorganisation de la commune pour gagner en efficacité, ce qui n'était pas une mince affaire, surtout quand il a fallu chasser des habitudes installées depuis des décennies. Il remercie la DGS d'avoir remis les choses à leur place, les élus dans leurs rôles d'élus et les employés dans leurs rôles d'employés afin que les choses fonctionnent mieux. Il lui souhaite bon vent et bon courage pour ce nouveau défi.

Monsieur Ronald TUMAHAI propose de clôturer la séance.

La séance est levée à 19h00.

Le secrétaire de séance,

Le Maire,

Tania MANEA-LYAU

Ronald TUMAHAI

